



ERRATUM

**Commission paritaire pour le secteur franco-  
phone et germanophone de l'aide sociale et des  
soins de santé**

**CCT n° 156008/CO/332  
du 29/11/2019**

Correction du texte néerlandais :

- L'article 3 doit être corrigé comme suit : « Het bedrag van de eindejaarsvergoeding bestaat uit ~~een forfaitair gedeelte~~ **twee forfaitaire gedeelten**, verhoogd met een variabel gedeelte ».

Correction dans le texte français :

- A l'article 9 « Commission paritaire des services de santé » doit être remplacé par « **Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé** ».

Correction dans le texte néerlandais :

- A l'article 9 « Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten » doit être remplacé par « **Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige en welzijns- en gezondheidssector** ».

**Décision du**

ERRATUM

**Paritair Comité voor de Franstalige en Duits-  
talige en welzijns- en gezondheidssector**

**CAO nr. 156008/CO/332  
van 29/11/2019**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In artikel 3 moet als volgt verbeterd worden : « Het bedrag van de eindejaarsvergoeding bestaat uit ~~een forfaitair gedeelte~~ **twee forfaitaire gedeelten**, verhoogd met een variabel gedeelte ».

Verbetering in de Franstalige tekst :

- In artikel 9 moet « Commission paritaire des services de santé » vervangen worden door « **Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé** ».

Verbetering in de Nederlandstalige tekst :

- In artikel 9 moet « Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten » vervangen worden door « **Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige en welzijns- en gezondheidssector** ».

**Beslissing van**

30 -04- 2020

Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone  
de l'aide sociale et des soins de santé

**Convention collective de travail du 29 novembre 2019 abrogeant et remplaçant pour son champ d'application la convention collective de travail du 28 février 2001 ( 57.821/CO/ 30502) portant sur l'allocation de fin d'année pour les secteurs ambulatoires de Bruxelles.**

Article 1<sup>er</sup>

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des centres d'action sociale globale, des centres de planning familial, des centres de coordination de soins et services à domicile, des services de santé mentale, des centres d'accueil téléphonique, des services actifs en matière de toxicomanie et autres services ambulatoires qui ressortissent à la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé et qui sont agréés et subsidiés par la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

Par travailleurs, on entend le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Article 2

Les dispositions de la présente convention collective de travail établissent les règles applicables aux travailleurs visés à l'article 1er en matière d'allocation de fin d'année, et ce pour l'année 2019 et les années suivantes.

Article 3

Le montant de l'allocation de fin d'année se compose de deux parties forfaitaires, majorée d'une partie variable.

1) Une partie forfaitaire indexée composée de deux montants :

- un premier montant est calculé depuis 2001 conformément à l'application de l'article 5, § 2, point 1er, de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 octroyant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, telle qu'elle a été modifiée par l'arrêté royal du 3 décembre 1987.
- un deuxième montant forfaitaire de 340 €. Ce montant correspond à l'indice-pivot 105,10 (base 2013 = 100), pourcentage de liquidation 1,3728. Il est le montant de référence pour 2019 et sera indexé pour la première fois en 2020. Ce montant a été convenu dans le cadre du Protocole d'accord 2018-2019 du 18 juillet 2018 pour les secteurs non-marchand de la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune.

Ces montants de la partie forfaitaire de l'année considérée sont obtenus en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'indice de santé lissé. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales.

2) Une partie forfaitaire non indexée de 161,40€

3) Une partie variable qui s'élève à 2,5% de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur.

Par rémunération annuelle brute indexée, on entend : le produit de la multiplication de la

rémunération brute barémique indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze, le cas échéant y compris l'allocation de foyer ou de résidence, mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

#### Article 4

§ 1 Le montant global de l'allocation de fin d'année est octroyé au travailleur qui exerce une fonction impliquant l'exécution de prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a ou aurait bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence.

Les prestations de travail assimilées sont celles visées aux articles 16 et 41 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

La période de référence est la période allant du 1er janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de l'allocation octroyée conformément aux dispositions de l'article 3.

Au niveau de l'entreprise, les dispositions dérogatoires existantes à la signature de la présente convention collective de travail, et qui ont trait à la période de référence, peuvent rester en vigueur.

On entend par mois, tout engagement ayant pris cours avant le seizième jour du mois.

§ 2 Lorsque le travailleur ne peut bénéficier de l'allocation globale dans le cadre de prestations de travail complètes parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de l'allocation est au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence.

§ 3 Le montant de l'allocation est calculé pour le travailleur occupé à temps partiel au prorata de la durée des prestations de travail qu'il a ou aurait effectuées au cours de la période de référence.

#### Article 5

L'allocation de fin d'année est liquidée en une seule fois dans le courant du mois de décembre de l'année considérée ou dans le mois au cours duquel le travailleur quitte l'établissement.

#### Article 6

L'allocation de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave, ni pour des prestations de travail effectuées dans le cadre d'un contrat d'étudiant.

#### Article 7

Les montants repris à l'art.3 1) et 3) de la présente convention collective de travail ne sont pas octroyés aux travailleurs qui bénéficient déjà d'une allocation de fin d'année au moins équivalente à ces deux montants cumulés.

#### Article 8

L'application de la présente Convention est conditionnée à l'exécution par la Commission Communautaire Française des engagements de financement repris dans le Protocole du 18 juillet 2018 dont question à l'art. 3.

#### Article 9

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 01 décembre 2019. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire ~~des services de santé~~, *pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé.*

#### Article 10

La présente convention collective de travail abroge et remplace pour son champ d'application la convention collective de travail du 28 février 2001 ( 57.821/CO/30502) portant sur l'allocation de fin d'année pour les secteurs ambulatoires de Bruxelles, reprise par la convention collective de travail particulière du 23 octobre 2007 (n°85891/CO/332).

Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige  
welzijns- en gezondheidssector

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 2019 tot opheffing en vervanging, wat het toepassingsgebied betreft, van de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 februari 2001 (57.821/CO/ 30502) betreffende de eindejaarstoelage voor de Brusselse ambulante sectoren.**

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de centra voor algemeen welzijnswerk, centra voor geboorteregeling, centra voor zorgcoördinatie en thuisverzorging, de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, de centra voor teleonthaal, de actieve diensten inzake verslaving en andere ambulante diensten die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidszorgsector en die zijn erkend en worden gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Onder werknemers wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Artikel 2

De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst leggen de regels vast die van toepassing zijn op de werknemers bedoeld in artikel 1 met betrekking tot de eindejaarsvergoeding en dat voor 2019 en de daarop volgende jaren.

Artikel 3

Het bedrag van de eindejaarsvergoeding bestaat uit ~~een forfaitair gedeelte~~, verhoogd met een variabel gedeelte. *twee forfaitaire gedeeltes*

1) Een geïndexeerd forfaitair gedeelte dat bestaat uit twee bedragen:

- een eerste bedrag wordt berekend sinds 2001 overeenkomstig de toepassing van artikel 5, § 2, punt 1, van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 december 1987.
- Een tweede forfaitair bedrag van 340 €. Dit bedrag stemt overeen met de spilindex 105,10 (basis 2013=100), vereffeningspercentage 1,3728. Dit is het referentiebedrag voor 2019 en zal de eerste maal worden geïndexeerd in 2020. Dit bedrag werd overeengekomen in het kader van het Protocolakkoord 2018-2019 van 18 juli 2018 voor de non-profitsectoren van de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

De bedragen van het forfaitair gedeelte van het in aanmerking genomen jaar wordt bekomen door het forfaitair gedeelte van het vorige jaar te verhogen met een percentage dat afhangt van de evolutie van de afgevlakte gezondheidsindex. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer van de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar te delen door het indexcijfer van de maand oktober van het vorige jaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen.

2) Een niet-geïndexeerd forfaitair gedeelte van 161,40€

- 3) Een variabel gedeelte dat 2,5% bedraagt van het geïndexeerd bruto-jaarloon van de werknemer. Onder geïndexeerd bruto-jaarloon wordt verstaan: de uitkomst van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremiek brutoloon, aan de betrokken werknemer verschuldigd voor de maand oktober in het betrokken kalenderjaar van uitbetaling, in voorkomend geval met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage, maar met uitsluiting van andere premies, toeslagen of vergoedingen.

#### Artikel 4

§ 1. Het totaalbedrag voor de berekening van de eindejaarsvergoeding wordt toegekend aan de werknemer die een functie uitoefent waarin hij volledige effectieve of gelijkgestelde arbeidsprestaties voltijds uitvoert, en die zijn volledig loon heeft of had ontvangen tijdens de referentieperiode.

De gelijkgestelde arbeidsprestaties staan opgesomd in artikelen 16 en 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers.

De referentieperiode loopt van 1 januari tot 30 september inbegrepen van het in aanmerking genomen jaar. Elke effectieve of gelijkgestelde gewerkte maand tijdens de referentieperiode geeft recht op een negende van de vergoeding toegekend volgens de bepalingen van artikel 3.

Op ondernemingsniveau kunnen afwijkende regelingen, die bestaan bij de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst en die betrekking hebben op de referentieperiode, in voege blijven.

Onder maand wordt verstaan: elke verbintenis die is aangegaan voor de zestiende kalenderdag van de lopende maand.

§ 2. Wanneer de voltijdse werknemer niet kan genieten van het totale bedrag van de uitkering omdat hij werd aangeworven of omdat hij het bedrijf heeft verlaten in de loop van de referentieperiode, wordt het bedrag van de vergoeding vastgelegd prorata de geleverde arbeidsprestaties of gelijkgesteld tijdens de referentieperiode.

§ 3. Het bedrag van de vergoeding voor de voltijdse werknemer wordt berekend prorata de duur van de geleverde arbeidsprestaties of gelijkgesteld tijdens de referentieperiode.

#### Artikel 5

De eindejaarsvergoeding wordt in een keer vereffend in de loop van de maand december van het jaar in kwestie of in de loop van de maand waarin de werknemer het bedrijf verliet.

#### Artikel 6

De eindejaarstoelage is niet verschuldigd aan om dringende reden ontslagen werknemers, noch voor arbeidsprestaties die zijn verricht in het kader van een studentenovereenkomst.

#### Artikel 7

De bedragen vermeld in art.3 1) en 3) van deze collectieve arbeidsovereenkomst worden niet toegekend aan de werknemers die reeds een eindejaarstoelage genieten die minstens gelijkwaardig is aan deze twee gecumuleerde bedragen.

## Artikel 8

De toepassing van deze Overeenkomst hangt af van de uitvoering door de Franse Gemeenschapscommissie van de financiële verbintenissen opgenomen in het Protocol van 18 juli 2018 dat wordt vermeld in art. 3.

## Artikel 9

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 01 december 2019. Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van drie maanden wordt betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de gezondheidsinstellingen en -diensten. Franstalige en Duitstalige en welzijn- en gezondheidssector.

## Artikel 10

Deze collectieve arbeidsovereenkomst, heft, wat het toepassingsgebied betreft, de collectieve arbeidsovereenkomst op van 28 februari 2001 ( 57.821/CO/30502) betreffende de eindejaarstoelage voor de Brusselse ambulante sectoren, overgenomen door de bijzondere collectieve arbeidsovereenkomst van 23 oktober 2007 (nr. 85891/CO/332) en vervangt ze.